Mathilde Cocoual- Frederick Cooper, Le Colonialisme en question : théorie, connaissance, histoire

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/6589>

DOI : 10.4000/cdlm.6589

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2012

Pagination : 429-434

ISBN : 978-2-914-561-58-7

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

« Mathilde Cocoual- Frederick Cooper, Le Colonialisme en question : théorie, connaissance, histoire », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 84 | 2012, mis en ligne le 15 décembre 2012, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/6589> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.6589>

Frederick Cooper, *Le Colonialisme en question : théorie, connaissance, histoire*, Paris, Payot, 2010, 426 p.¹

Au cours de ces dernières décennies, les études sur le colonialisme se sont multipliées; elles poursuivant un objectif particulier: porter un regard nouveau et démystifier un présent intimement lié à l'histoire de la colonisation et de la décolonisation. Frederick Cooper, l'un des plus importants spécialistes actuels de l'histoire de l'Afrique au xx^e siècle inscrit sa réflexion dans cette dialectique. En effet, il a consacré à ce sujet ses principaux ouvrages: *Decolonization and African Society: The labor question in French and British Africa* (Cambridge, Cambridge University Press, 1996); *Africa since 1940: The Past of the Present* (Cambridge, Cambridge University Press, 2002); *Colonialism in question: Theory, Knowledge, History* (Berkeley, University of California Press, 2005). Si les deux premiers volets de cette trilogie s'axent principalement sur l'étude de l'histoire coloniale africaine, le dernier, qui nous intéresse ici, rend compte d'une réflexion plus globale sur les Empires.

Frederick Cooper insiste en effet sur les restes d'idéologie impériale qui se cachent derrière les prétentions européennes à fournir des modèles politiques, démographiques ou économiques, ou encore à se poser en seule détentrice de valeurs rationnelles et universelles. Ce faisant, il met en avant l'influence des processus de colonisation sur les catégories mentales actuelles. En prenant notamment appui sur les différents travaux qui ont marqué l'histoire de la question coloniale, il critique la vision plate de la « modernité européenne » qu'ils véhiculent. Il réfute ainsi, dans un même mouvement, l'idée que l'Europe aurait « exporté » unilatéralement sa modernité – ce qui revient à occulter l'apport des colonisés – et l'idée que l'histoire coloniale peut se concevoir indépendamment de l'histoire européenne.

L'auteur a fait le choix d'intégrer son étude dans une chronologie large qui commence en 1492 et se prolonge jusque dans les années 1970. De même, il étend son analyse à différents empires – français, anglais, russe, ottoman... – qui ont tous été confrontés à des expériences similaires: la question de l'équilibre entre la « métropole » et ses « colonies »; la question des politiques, tantôt d'ouverture, tantôt de fermeture, mises en œuvre vis-à-vis des populations coloniales. Partant

1. Traduction de Frederick Cooper, *Colonialism in question: Theory, Knowledge, History*, Berkeley, University of California Press, 2005.

de ce constat, il organise son étude autour de trois axes. Le premier s'intéresse aux perspectives et à l'historiographie du sujet colonial. Le second aux concepts mobilisés pour l'analyser. Le troisième, s'inscrivant dans une logique d'étude de cas, insiste plutôt sur la nécessité de contextualiser les situations coloniales.

Dans son premier chapitre, Frederick Cooper constate les apports et les limites des dernières orientations suivies par la réflexion sur la question coloniale. Il remet en cause les études interdisciplinaires sur la question. Selon lui, l'apport des études littéraires et anthropologiques a eu pour effet un appauvrissement des concepts et un recours à des méthodologies obligées. Il dénonce également le tournant culturel des années 1980-1990. Si celui-ci a corrigé les excès du tournant antérieur vers l'histoire sociale et économique, il a exhorté les générations suivantes à retourner vers ces tendances. Le constat est particulièrement visible au sein de l'histoire coloniale. Il apparaît dès lors nécessaire d'adopter une approche plus minutieuse et plus critique des disciplines. Cette adoption passe, selon l'auteur, par une reconfiguration et un approfondissement méthodologiques. Il met cependant en relief divers aspects positifs qu'ont entraînés, par ailleurs, les travaux d'histoire coloniale des deux dernières décennies. Ceux-ci remettent tout d'abord en question l'idée d'un progrès rayonnant à partir de l'Europe, idée réfutant alors toute participation des colonisés à la construction coloniale. Ils insistent ensuite sur le refus d'une vision immobiliste de la « Non-Europe ». Ils pointent ainsi la marginalisation des autres formes de changements qui ont été envisagées pendant la colonisation et la décolonisation. En effet, nombre de colonies ont formulé des demandes d'accès à la citoyenneté française bien avant d'envisager une indépendance totale vis-à-vis de la métropole, reléguant ainsi à l'arrière plan l'idée d'un inévitable avènement des États-nations au sein des territoires coloniaux. Ainsi, Frederick Cooper entend dépasser les risques, les *a priori* et les critiques sous-jacentes à l'étude coloniale par le recours à des concepts définis, une méthodologie spécifique et une pratique historique « précise ». L'auteur espère ainsi sortir du débat qui oppose critique ou défense d'une modernité des Lumières imposée à tous et largement dissociée de sa signification historique.

Le second chapitre de son analyse s'intéresse à l'historiographie coloniale contemporaine. Paradoxalement, l'intérêt pour l'analyse du colonialisme a connu son apogée à l'époque où il ne constitue plus un problème politique en soi. À l'orée des années 1950, dans une étude sur « La situation coloniale », Georges Balandier appelait à une « analyse de la domination coloniale à l'aide des outils élaborés lors des études sur les groupes indigènes ». Partant de ce repère chronologique, ce chapitre étudie l'évolution des centres d'intérêts des études sur les sociétés coloniales durant le demi-siècle qui a suivi. Frederick Cooper présente ainsi, non une succession de tournants historiographiques, mais un ensemble de perspectives partiellement concordantes et le plus souvent conflictuelles. Histoire apologétique, rejet du colonialisme, études modernisatrices..., ces approches ont toutes apporté un enseignement particulier et sont toutes inextricablement liées aux politiques fluctuantes de la colonisation et de la décolonisation.

La deuxième partie de l'ouvrage s'attache à l'étude des concepts clés des orientations actuelles de la recherche et notamment à trois d'entre eux, qui sont fon-

damentaux – l'identité, la globalisation et la modernité – et trois autres, qui leur sont associés : la colonialité, la postcolonialité et la rationalité. L'objet est d'examiner la pertinence de ces concepts par rapport aux travaux de recherche. L'auteur constate d'abord que ces concepts prennent une place de plus en plus grande dans le monde académique et notamment dans les travaux consacrés aux représentations collectives ou encore aux échanges frontaliers. De même, ces concepts se retrouvent dans les champs politiques et culturels avec des utilisations souvent conflictuelles. L'auteur insiste ainsi sur la nécessité de les interpréter dans leurs contextes. Ces concepts sont donc exposés à des problèmes de confusion et souvent d'emploi avec des significations divergentes. Le concept d'identité renferme ainsi à la fois l'idée du général et du flexible et l'idée du spécifique et du rigide. Il occupe différentes fonctions selon les contextes pour apparaître, suivant les périodes, comme un sentiment fort d'appartenance à un groupe ou plutôt comme une identité personnelle construite *via* des références variables (ethnique, politique, culturelle...). Cette réflexion, à laquelle participe notamment le chercheur Rogers Brubaker, ne recherche pas l'abandon du mot d'« identité », mais le recours à « une palette d'outils conceptuels adéquats permettant de comprendre un éventail de pratiques et de processus ». Le concept de globalisation suscite le même genre de confusion que celui d'identité. L'idée selon laquelle la globalisation était inévitable voire souhaitable, a été largement propagée ces dernières années. Or, cette notion a, selon l'auteur, besoin d'être « recadrée ». En effet, la globalisation véhicule l'idée d'une avancée continue de l'histoire où le triomphe de l'État-nation et du modèle démocratique annoncerait la fin de celle-ci. Enfin, la modernité est également remise en question en regard de ses significations divergentes. Frederick Cooper insiste sur le besoin d'une compréhension claire des engagements des peuples et de leurs demandes et sur le besoin d'un vocabulaire précis pour analyser les affinités, les connexions et les changements. Il questionne ainsi les concepts qui, selon le contexte, animent ou pas les passions. Les élites coloniales disaient reconstruire les sociétés asiatiques ou africaines à l'image de la modernité autoproclamée de l'Europe tout en soutenant qu'elles ne pourraient jamais être modernes. La compréhension doit désormais se situer « de l'intérieur » et notamment au niveau de l'individu (du ministre colonial français, du syndicaliste africain, du chef religieux islamiste...). Celle-ci exige, de fait, de comprendre comment les gens ont élaboré leurs idées et nécessite donc pour le chercheur de sortir de ses propres catégories mentales.

Dans une dernière partie, Frédérick Cooper expose un argument général sur l'Empire et l'État-nation à travers des études de cas. Celles-ci se déclinent en trois chapitres. Le premier part de la remise en cause du rapport entre l'État-nation et l'inévitable ascension d'un imaginaire national à travers des formes politiques plus diversifiées. L'Empire, au sens large, suppose une gestion qui sous-entend des structures et des visions de l'espace politique différentes de celles produites par un État-nation. L'Empire ne peut en effet pas être considéré comme un simple État-nation projetant son pouvoir au-delà de ses frontières, puisqu'il est contraint à un constant équilibre entre intégration des peuples et des territoires et différenciation maintenant le pouvoir et le sentiment de cohérence des élites dirigeantes.

Le second chapitre explore un ensemble d'empires qui, tous, recherchent un équilibre entre intégration et différenciation, interagissent et rivalisent pour l'appropriation des ressources mais de manière différente. Cette partie se concentre notamment sur les mobilisations politiques contre le pouvoir colonial qui ne doivent pas être perçues comme des manifestations communautaires ou nationales contre des pouvoirs intrusifs et lointains. En effet, ces mouvements politiques prennent des formes d'actions diversifiées notamment par la déterritorialisation des affinités. De fait, ces actions n'évoluent pas dans un cadre étatique mais bien dans un cadre impérial. Ainsi, sont nés de la sorte, par exemple, le panafricanisme, le panslavisme, le panarabisme, l'humanitarisme chrétien ou encore l'internationalisme prolétarien ; autant de mouvements qui dépassent les frontières par une transformation de l'idéologie impériale en instrument de revendication. Dans ce contexte, l'auteur réaffirme le besoin de détachement vis-à-vis des préjugés sur les Empires et les États-nations.

Dans un dernier chapitre, Frederick Cooper analyse l'émergence des États-nations en Afrique et en Asie ainsi que la chute de l'Empire français, en gardant toujours à l'esprit que les bâtisseurs d'empires tout comme les meneurs des mouvements sociaux opèrent dans un cadre impérial et changent ce cadre de l'intérieur. En effet, dans les années 1940-1950, l'Afrique occidentale française s'empare du discours de l'impérialisme français de l'après-guerre. Elle pose un dilemme à la France en revendiquant son égalité avec la métropole à un moment où elle a le plus besoin de ses colonies. Le gouvernement doit soit renoncer à l'idée de la plus grande France, soit être confronté, sans pouvoir payer la facture, aux revendications incessantes de ses sujets d'outre-mer. Ce dilemme aboutit à la consolidation de la conception nationale française et à l'émergence des États-nations en Afrique du Nord et en Afrique sub-saharienne. Ainsi, si en 1935 l'Empire est une réalité, dès 1955 la légitimité de tout empire colonial est grandement remise en question pour tomber en désuétude dès 1965. Pour autant, à côté des mouvements politiques visant à renverser l'ordre établi, existent d'autres types d'organisation cherchant le plus souvent à élargir la citoyenneté impériale en propageant ainsi le rêve d'une nation non territorialisée. Mais dès 1960, l'État-nation devient la principale unité d'organisation politique.

Le déroulement de la décolonisation a soulevé de profondes questions qui ne pouvaient être dissociées de l'ordre mondial. Peu à peu, les questions impériales deviennent des questions à la fois nationales et internationales. Elles font donc intervenir différents acteurs – gouvernements, organisations internationales... –, supposent des échelles d'analyse diverses et, en ce sens, des niveaux d'oppositions divers. L'Empire peut dès lors apparaître comme un possible modèle pour comprendre et analyser les problèmes liés à une forme politique transterritoriale comme les équilibres entre territoires, les questions de mobilité, de frontières... Cette réflexion prend ainsi toute son importance, dans le sens où l'abandon définitif des empires a annoncé l'avènement d'États multinationaux tels que la Communauté Européenne.

Ainsi, Frederick Cooper insiste sur le lien réciproque entre politique et histoire. Le récit du colonialisme doit, selon l'auteur, être attentif aux trajectoires

changeantes de l'histoire, à l'éventail des possibilités et aux contraintes pour y accéder. L'histoire du colonialisme ne correspond donc pas à une marche vers la modernité ou à une progression de la globalisation face à des peuples qui défendent leur autorité. Elle n'est pas non plus une ascension continue de l'État-nation face à l'Empire. L'auteur se place ainsi du côté d'un réexamen du politiquement possible et du politiquement exclu. Cette histoire devrait dès lors « réserver une large place aux luttes politiques qui transcendent les frontières de la géographie, de l'auto-identification et de la solidarité culturelle ».

Mathilde COCOUAL
Université de Nice Sophia Antipolis
CMMC